

Interpellation présentée par le député:

M. Alain Charbonnier

Date de dépôt : 29 novembre 2007

Messagerie

Interpellation urgente écrite

Remise en question des soins palliatifs et démantèlement des services hospitaliers aux HUG?

Messieurs les conseillers d'Etat,

Ces dernières semaines de bien étranges manœuvres ont eu lieu aux HUG (Hôpitaux Universitaires Genevois), plus précisément au sein du CESCO (Centre de soins continus) :

Dès mi-octobre, le personnel constate une baisse du taux d'occupation des lits, jusqu'à 60% et des annonces d'hospitalisation, rapidement et inexplicablement, suivis d'annulations.

Le 14 novembre 2007, le personnel est informé que le comité de gestion doit prendre une décision suite à la diminution du taux d'occupation des lits.

Le 15 novembre 2007, l'unité 40 de soins palliatifs du CESCO est fermée. Les patients transférés à l'autre unité de soins palliatifs, la 10 et le personnel dispatché dans les autres services de l'institution.

Le 22 novembre, l'unité 40 est rouverte, les patients qui avaient été transférés à l'unité 10 sont retransférés à l'unité 40 et le personnel aussi.

Comment comprendre cette situation incroyable, d'autant plus pour un service de soins palliatifs, qui a toujours été à la pointe et une référence en Europe ? Où est le respect des patients, des familles et du personnel ?

Les fermetures abruptes d'autres unités au sein des HUG, découlant du plan Victoria et ne respectant pas un minimum d'information aux patients, à la population, aux députés et au personnel, ont eu lieu cette dernière année.

Malgré les promesses, ces évènements prouvent que rien ne change et que la Direction poursuit au pas de charge son plan Victoria, sans discernement, même dans un domaine aussi sensible que les soins palliatifs, dans le seul but de réaliser des économies.

Ma question est la suivante

Le Conseil d'Etat va-t-il laisser les HUG démanteler, par son plan Victoria, un à un les services hospitaliers et en particulier les soins palliatifs, sans aucune information transparente auprès de la population, du personnel et du Grand Conseil ?